

Indices des prix 1998-2015 selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Entre 1998 et 2015, la hausse des prix a été en moyenne plus élevée pour les ménages dont la personne de référence est un ouvrier

Depuis 1998, les prix ont augmenté plus vite pour les ménages dont la personne de référence appartient à la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers que pour les autres catégories de ménages, actifs ou retraités. Ainsi, le taux de croissance des prix entre 1998 et 2015 pour les ménages dont la personne de référence est ouvrier s'établit à 29,9 % (+ 1,5 % par an en moyenne) contre + 27,9 % pour l'ensemble des ménages. *A contrario*, les prix ont augmenté moins vite pour les ménages dont la personne de référence est cadre ou profession intermédiaire (taux de croissance cumulé de + 27,2 % sur la période). L'écart cumulé d'inflation entre les deux catégories de ménages ouvriers et cadres a ainsi été de 2,7 points en dix-sept ans.

Tableau 1 : Évolution des indices de prix par catégorie depuis 1998

Catégorie	Évolution depuis 1998		Évolution annuelle moyenne depuis 1998	
	Évolution 1998-2015 (en %)	Écart à l'évolution d'ensemble (en point)	Évolution (en %)	Écart à l'évolution d'ensemble (en point)
Ensemble	27,9	-	1,5	-
Actif	28,0	0,1	1,5	0,0
Agriculteur	27,5	-0,4	1,4	-0,1
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	27,7	-0,2	1,4	-0,1
Cadre	27,2	-0,7	1,4	-0,1
Profession intermédiaire	27,2	-0,7	1,4	-0,1
Employé	27,8	-0,1	1,5	0,0
Ouvrier	29,9	2,0	1,5	0,0
Retraité	27,6	-0,3	1,4	-0,1

Lecture : Les prix à la consommation des ménages actifs ont évolué de 28,0 % de 1998 à 2015, soit un écart de + 0,1 point par rapport à l'évolution des prix calculée pour l'ensemble de la population (+27,9 %). De plus, le taux d'évolution annuel des prix, depuis 1998, a été en moyenne de 1,5 % pour les ménages actifs. Ce taux moyen est identique au taux d'évolution moyen observé pour l'ensemble des ménages.

Champ : France métropolitaine

Source : Indices des prix à la consommation, enquête budget des familles et comptabilité nationale (Insee).

Pour les catégories de ménages (ouvriers et cadres) dont les indices de prix s'éloignent le plus de l'inflation d'ensemble, les écarts d'inflation constatés procèdent de différences de structure de consommation. Ainsi, les biens et services dont les prix ont été parmi les plus dynamiques ces dernières années (tabac, boissons alcoolisées et logement notamment) pèsent davantage dans le budget des ménages ouvriers que dans ceux des autres ménages (cf. tableau 2). *A contrario*, les dépenses de consommation des ménages ouvriers sont relativement plus faibles que celles des autres catégories de ménages pour les produits ou services dont les prix ont baissé significativement (loisirs et culture) ou sont restés atones (santé). Les tendances inverses ont joué pour les ménages dont la personne de référence est un cadre.

Tableau 2 : Parts (en %) des différentes fonctions de consommation dans le budget des ménages et évolution des indices de prix depuis 1998 de ces fonctions de consommation, pour la population totale

Fonction de consommation	Répartition de la consommation (en %)									Évolution depuis 1998 (en %)
	Actif	Agriculteur	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Cadre	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Retraité	Ensemble	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13,7	20,6	14,2	11,7	13,6	14,4	15,4	18,5	15,0	32,1
Boissons alcoolisées et tabac	3,7	4,4	3,8	2,7	3,4	4,3	5,1	3,6	3,7	92,3
Habillement et chaussures	4,9	3,7	5,3	4,9	5,0	5,1	4,7	3,1	4,5	7,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	13,7	11,0	12,1	11,5	13,1	15,4	17,1	16,0	14,4	52,8
Meubles, articles ménagers et entretien du foyer	5,7	6,8	6,9	6,3	5,4	5,2	5,0	6,3	5,8	18,5
Santé	9,3	9,1	8,7	9,5	9,1	9,8	9,1	12,8	10,2	-1,4
Transports	15,7	15,5	16,3	15,5	16,5	14,8	15,5	12,7	14,9	41,9
Communications	2,6	2,9	2,6	2,1	2,6	3,2	2,9	2,3	2,6	-33,4
Loisirs et culture	8,0	7,3	8,7	8,9	8,2	7,4	6,7	7,6	7,9	-9,8
Enseignement	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,1	0,0	0,2	46,8
Restaurants et hôtels	8,8	5,4	9,3	11,6	8,9	7,7	6,0	5,6	8,0	48,3
Biens et services divers	13,5	13,0	11,8	15,0	14,2	12,5	12,3	11,6	12,9	42,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	27,9

Lecture : En 2015, les dépenses en produits alimentaires et boissons non alcoolisées représentent 13,7 % du budget des actifs. Cette part est de 15,0 % pour l'ensemble de la population.

Note 1 : Ces parts de consommation sont obtenues grâce à l'enquête Budget de famille de l'Insee; les valeurs sont ajustées annuellement en fonction de l'évolution des prix.

Note 2 : Dans le tableau, les parts de consommation les plus élevées par rapport à la population totale sont indiquées en gras, et autrement celles qui sont plus faibles.

Champ : France métropolitaine

Source : Indices des prix à la consommation, enquête budget des familles et comptabilité nationale (Insee).

En 2015, les ménages dont la personne de référence est un cadre ont connu une inflation plus importante que l'ensemble de la population.

En 2015, les ménages dont la personne de référence est un cadre subissent une inflation en moyenne annuelle plus élevée (+0,2 %, tableau 3) que pour l'ensemble des ménages (+0,0 %). À l'inverse, l'inflation a été relativement plus faible pour les ménages d'agriculteurs et d'ouvriers avec des taux d'évolution annuelle respectifs de -0,3 % à -0,1 %. L'écart d'inflation la plus forte en 2015 s'élève ainsi à 0,5 point, et oppose la catégorie des agriculteurs à celle des cadres. L'évolution des prix de 1998 à 2015 était pour autant très proches pour ces deux catégories (cf. tableau 1).

Tableau 3 : Évolutions en 2015 par catégorie

Catégorie	Évolution en 2015	
	Évolution (en %)	Écart à l'évolution d'ensemble (en point)
Ensemble	0,0	-
Actif	0,1	0,1
Agriculteur	-0,3	-0,3
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	0,0	0,0
Cadre	0,2	0,2
Profession intermédiaire	0,1	0,1
Employé	0,0	0,0
Ouvrier	-0,1	-0,1
Retraité	0,0	0,0

Lecture : L'évolution des prix entre 2014 et 2015 a été de 0,2 % pour la catégorie des ménages dont la personne de référence est un cadre, soit un écart de +0.2 point par rapport à l'évolution des prix observée sur la même période en moyenne.

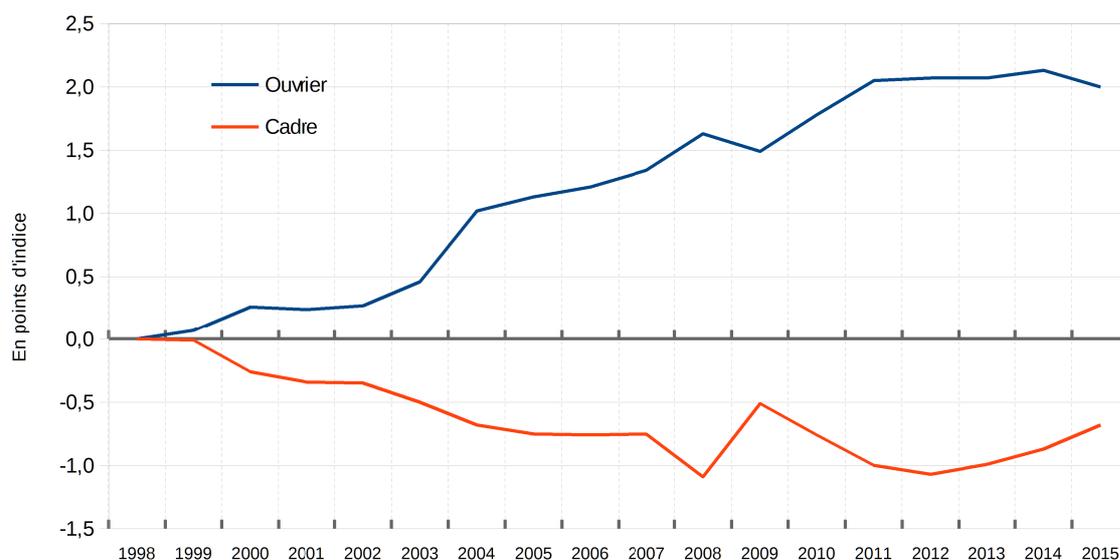
Champ : France métropolitaine

Source : Indices des prix à la consommation, enquête budget des familles et comptabilité nationale (Insee).

La plus forte inflation constatée en 2015 pour les ménages dont le référent est un cadre s'explique principalement par des prix des services de restauration-hébergement auxquels ils consacrent une part plus importante de leur consommation que les autres catégories de ménages. A contrario, ils ont moins bénéficié de la baisse des prix des carburants, dépense pesant moins dans leur budget que pour les autres ménages. L'inflation a été plus modérée en 2015 pour les ménages dont la personne de référence est un agriculteur en raison, notamment, de la forte proportion dans leur budget de consommation des carburants dont les prix ont reculé en 2015 et à l'opposé de la faible part des loyers et des dépenses de restauration dont les prix ont été plus dynamiques que l'ensemble des prix à la consommation en moyenne.



Graphique 1 : Écarts entre l'évolution cumulée depuis 1998 des prix pour les ménages cadres et ouvriers et pour l'ensemble des ménages



Lecture : Depuis 2000, l'indice des prix des ménages « ouvrier » a été plus élevé que l'indice d'ensemble, alors que celui des ménages « cadres » est plus faible.

Champ : France métropolitaine

Source : Indices des prix à la consommation, enquête budget des familles et comptabilité nationale (Insee).

L'écart d'inflation entre actifs et retraités augmente légèrement en 2015

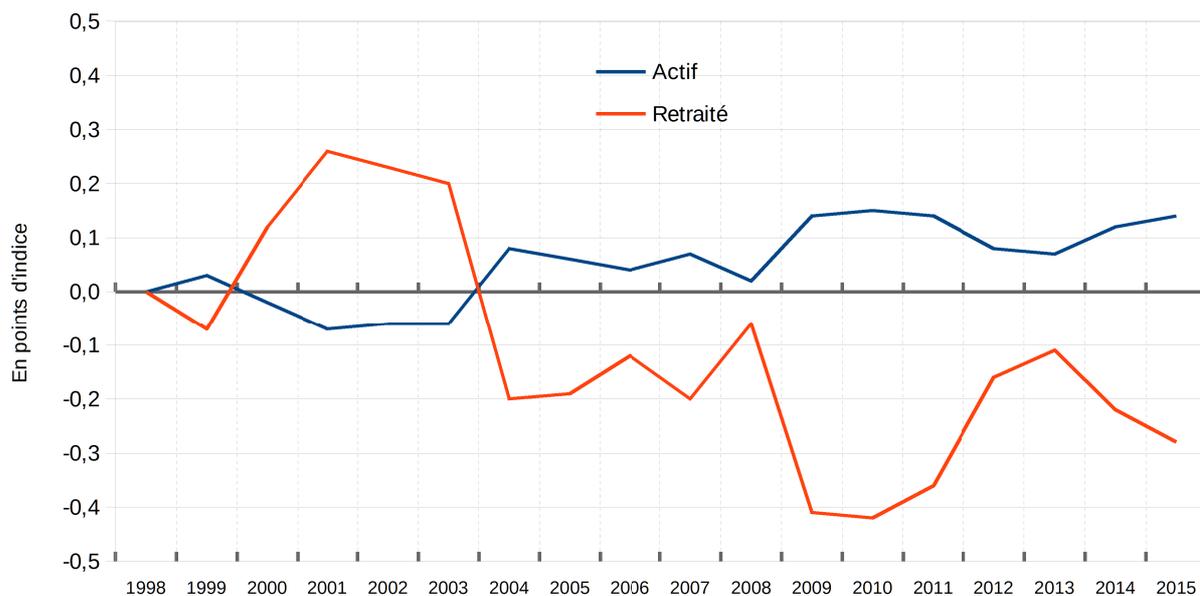
Les ménages dont la personne de référence est retraitée ont subi une inflation proche *in fine* de celle des ménages d'actifs jusqu'en 2008 (cf. graphique 2). L'écart d'inflation entre ces deux catégories de ménages s'est creusé en 2009 en lien avec la forte décélération des prix des produits alimentaires (hors alcools et tabac) et la baisse des produits de santé qui ont davantage profité aux retraités qui consomment relativement plus de ces biens et services que les actifs. *A contrario*, les ménages d'actifs ont davantage subi que les retraités la hausse des prix de certains biens et services (habillement et chaussures, hôtellerie et restaurants, etc.), mais ont davantage bénéficié du recul des prix des transports.

Par la suite, cet écart d'inflation a légèrement diminué entre 2011 et 2013 sous l'effet d'un rebond des prix des produits alimentaires, lesquels pèsent davantage dans le budget des ménages de retraités que dans celui des ménages actifs. Pour autant, la faiblesse persistante des prix dans le secteur de la santé continue à profiter aux retraités.

À partir de 2014, l'écart d'indice entre ces deux catégories de ménages se creuse de nouveau légèrement avec le recul persistant des prix des produits de santé (-2,7 % en 2014 et -3,4 % en 2015). Cet écart est amplifié en 2015 avec l'augmentation du coût des services de restauration, dépenses surtout supportées par les ménages dont le référent est actif.



Graphique 2 : Écarts entre l'évolution cumulée depuis 1998 des prix pour les ménages actifs et retraités et pour l'ensemble des ménages



Lecture : Depuis 2004, l'indice des prix des actifs est systématiquement plus élevé que l'indice d'ensemble, alors que celui des retraités est plus faible.

Champ : France métropolitaine

Source : Indices des prix à la consommation, enquête budget des familles et comptabilité nationale (Insee).

